



**Réponse de Bouygues Telecom à la consultation de
l'ARCEP sur les référentiels de coûts des opérateurs
mobiles existant pour la tarification du service de
terminaison d'appel vocal**



1 Introduction

Dans le cadre de l'analyse des marchés de la terminaison d'appel sur les réseaux mobiles, et de fixation des tarifs de cette prestation sur la période 2008-2010, l'ARCEP consulte les acteurs sur deux des éléments sur lesquels elle s'appuie pour fixer ces tarifs :

- une analyse comparative des charges de terminaison d'appel des opérateurs européens publiée semestriellement par le GRE ;
- un modèle théorique des coûts d'un opérateur générique développé par Analysys pour le compte de l'ARCEP.

Bouygues Telecom souhaite répondre à cette consultation, principalement en ce qui concerne l'analyse comparative du GRE, et souligner les limites de cette analyse en raison de spécificités influant sur les tarifs définis dans chacun des pays.

2 Analyse comparative du GRE

Dans son document mis en consultation, l'ARCEP liste un certain nombre d'éléments qui influent sur le niveau de la terminaison d'appel tel qu'il est défini dans les différents pays européens pris en compte dans l'analyse comparative publiée par le GRE, et justifient les écarts observés dans les niveaux des terminaisons d'appel appliquées par les différents pays.

Bouygues Telecom considère - comme elle l'a déjà mentionnée à différentes reprises lors de consultations effectuées par le GRE ou l'ARCEP sur l'application de la réglementation européenne – que l'harmonisation de la régulation nécessaire au sein de la Communauté européenne, ne peut se faire qu'en tenant compte des spécificités de chacun des membres. En particulier, en ce qui concerne les charges de terminaison d'appel sur les réseaux mobiles européens, différents niveaux d'harmonisation peuvent être appliqués :

- harmonisation des remèdes imposés aux opérateurs : orientation vers les coûts / non excessivité, séparation comptable, ...
- harmonisation des méthodes de comptabilisation des coûts : mise en place de modèles top-down, bottom-up, ...

En revanche, on ne peut considérer dans le cadre de l'orientation vers les coûts des terminaisons d'appel, qu'une harmonisation des niveaux des charges de terminaison d'appel doive être appliquée. En effet, imposer des charges de terminaison d'appel similaires dans les différents pays européens introduirait un traitement discriminatoire des opérateurs puisqu'elle



ne prendrait pas en compte les différences de coûts liées aux spécificités de chacun des états membres.

En conséquence, l'analyse comparative des charges de terminaison d'appel publiée par le GRE ne peut être utilisée par l'ARCEP dans le cadre de la fixation des tarifs des terminaisons d'appel des opérateurs mobiles qu'en tenant compte de l'ensemble des biais introduits par les spécificités propres à chacun des pays.

On observe en effet, dans l'analyse du GRE, que le niveau de terminaison d'appel appliqué au 1^{er} janvier 2007 situe la France en 5^{ème} position parmi les 27 pays considérés. Or, Bouygues Telecom considère qu'un certain nombre d'éléments explique ce positionnement et que ces éléments doivent être pris en considération par l'ARCEP dans son analyse.

2.1 Méthodologie mise en œuvre

En premier lieu, on peut noter que si l'orientation vers les coûts des terminaisons d'appel est imposée à la majorité des opérateurs européens, il n'y a pas homogénéité des méthodes employées par les régulateurs pour appliquer cette orientation vers les coûts.

En particulier, dans certains pays le tarif de terminaison d'appel a été basé uniquement sur une analyse comparative des tarifs pratiqués dans les autres pays. Ces pays ne peuvent donc être pris comme références par l'ARCEP. Si l'on considère par exemple le Danemark, les tarifs ont été fixés par le régulateur en comparaison des charges de terminaison d'appel appliquées en Finlande, Suède et Norvège situés respectivement en 2^{ème}, 3^{ème} et 8^{ème} positions dans l'analyse comparative du GRE, or le Danemark se trouve en 22^{ème} position avec un niveau bien supérieur à celui observé dans ces trois pays.

De la même façon, en Allemagne, au Luxembourg, au Portugal, les charges de terminaison d'appel ont été fixées sur la base de comparaisons avec d'autres pays européens.

Dans d'autres pays européens, l'orientation vers les coûts est appliquée par le régulateur sous la forme d'un price-cap s'appuyant sur les résultats de modèles de coût mis en place par les régulateurs ; ces modèles de coûts peuvent être de différents types et basés soit sur les coûts historiques issus de la comptabilité des opérateurs, soit sur des coûts de long terme. Les baisses imposées par les régulateurs sont progressives et s'appliquent sur plusieurs années.

Or, les méthodes et les périmètres de coûts retenus par les régulateurs introduisent des écarts dans les résultats de ces modèles. En particulier, contrairement à la France, dans plusieurs pays européens (Grèce, Italie, Espagne, Norvège, Suède, Royaume-Uni, ...), les régulateurs ont retenu comme pertinent une part des coûts commerciaux, ce qui augmente le niveau cible de la terminaison d'appel.

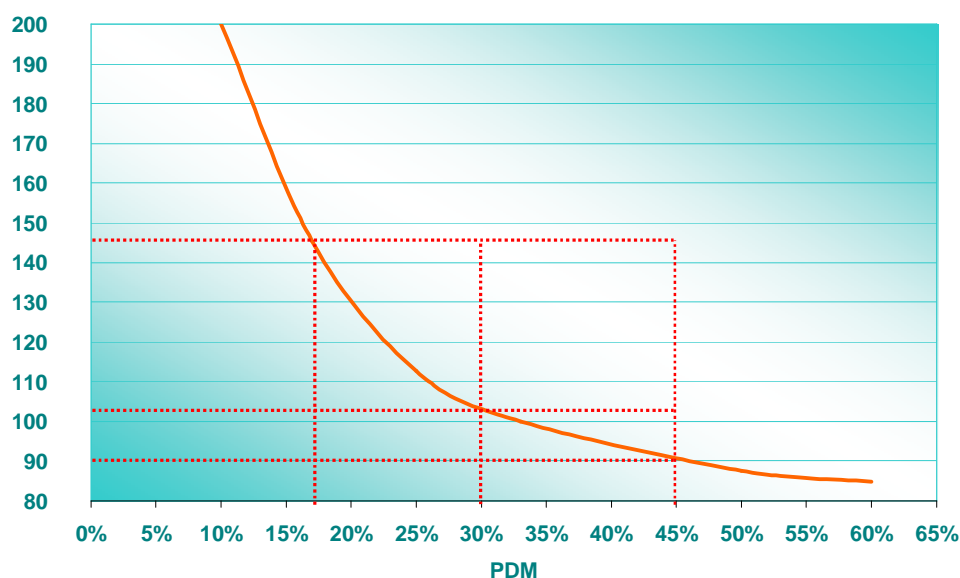
De plus, dans la mesure où l'orientation vers les coûts est progressive, la date à laquelle l'imposition de cette obligation d'orientation vers les coûts a été mise en œuvre a également



un impact sur les niveaux des tarifs observés. En France, Orange et SFR ont été déclarés puissants dès l'année 2000 et une obligation d'orientation vers les coûts de leurs terminaisons d'appel leur a été imposée ; ce qui n'a pas été le cas de façon aussi précoce dans d'autres pays européens.

2.2 Nombre d'opérateurs dans le pays et trafic par abonné

Si l'ARCEP veut se baser sur la comparaison des tarifs des charges de terminaison d'appel dans les différents pays pour définir en France un tarif orienté vers les coûts, à méthodologie d'évaluation des coûts équivalente, il est nécessaire que le coût de référence de chacun des pays soit comparable. Or, comme l'ARCEP l'indique dans sa consultation, certains paramètres spécifiques au marché influent fortement sur le coût de la terminaison d'un appel. En particulier, le nombre des opérateurs autorisés du pays est un facteur très important en raison de l'impact des effets d'échelle sur le coût supporté pour terminer un appel. La mesure de la sensibilité du coût de la minute entrante à la part de marché des opérateurs sur le modèle développé par Analysys pour l'ARCEP démontre bien l'impact que le nombre d'opérateurs peut avoir :



Coûts de terminaison en fonction de la part de marché (Base100 = 33% de PDM)

Dans des pays comme la France où le nombre d'opérateurs est de 3, les niveaux de coûts observés pour les plus gros opérateurs est ainsi plus faible que dans des pays où 4 ou 5 réseaux ont été déployés.

De même, la consommation en minutes par abonné est également un facteur influant sur le coût de la minute calculé.



La France fait parti des pays dans lesquels on observe une forte consommation par abonné, en conséquence, le niveau du coût est plus faible que celui qui pourrait être observé dans des pays où la consommation moyenne par abonné est moins importante.

2.3 Coût de l'UMTS

Le coût très important des licences UMTS appliqué dans certains pays et pris en compte dans le coût de la terminaison d'appel a pour effet d'augmenter très significativement ce coût.

Sur la base du modèle mis en place par le régulateur au Royaume-Uni, on peut mesurer l'impact du coût des licences sur les coûts du réseau (hors mark-up coûts communs) :

		2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11
Impact coût de licence 1G£							
Incoming voice call	EURc per min	1,90	1,38	1,00	0,73	0,54	0,45
Impact coût de licence 4G£							
Incoming voice call	EURc per min	7,60	5,52	4,01	2,92	2,18	1,80

Au Royaume-Uni, le coût des licences était compris entre 4 et 6 Milliards de livres, l'impact sur le coût de la terminaison d'appel sur la période 2008-2010 est donc supérieur à 2c€/min.

En Allemagne, le prix des licences était de l'ordre de 8,5 milliards d'euros par opérateurs ; on calcule dans le modèle de l'opérateur générique de l'ARCEP l'impact de ce coût de licence sur le coût réseau de la terminaison d'appel :

		2005	2006	2007	2008	2009	2010
Impact coût de licence 8,5Md€							
Incoming voice call	EURc per min	5,00	4,66	3,69	2,53	1,96	1,46

De la même façon qu'au Royaume-Uni, on constate que le coût des licences a un impact supérieur à 2c€ sur le coût de terminaison d'appel.

En comparaison, on mesure l'impact du coût des licences UMTS en France sur la base du modèle de coût de l'ARCEP - pour un opérateur générique ayant 33% de part de marché - sur le coût réseau de la terminaison d'appel :

		2005	2006	2007	2008	2009	2010
Impact coût de licence 619M€							
Incoming voice call	EURc per min	0,48	0,43	0,27	0,18	0,15	0,11

On constate ainsi que l'impact du coût des licences UMTS en France (part fixe de la licence) sur le niveau des charges de terminaison d'appel est beaucoup plus faible qu'au Royaume-Uni ou en Allemagne.



Dans beaucoup de pays européens, le coût des licences UMTS était beaucoup plus élevé qu'en France, et particulièrement si l'on compare ce coût en proportion du nombre de clients mobiles ou du trafic dans chacun des pays. Il est donc nécessaire d'estimer de la même façon que pour le Royaume-Uni ou l'Allemagne, l'impact de ces coûts de licence sur le coût de la terminaison d'appel avant d'effectuer une comparaison des tarifs.

2.4 Comparaison des niveaux de tarifs au Royaume-Uni et en France

En conséquence, pour comparer le niveau de la charge de terminaison d'appel d'un pays européen à celui de la France, il faut calculer le niveau de la charge de terminaison d'appel corrigée des spécificités propres à ce pays.

A titre d'exemple, si prend comme référence la terminaison d'appel au Royaume-Uni - soit 8,5c€, il faudrait, pour prendre en compte les spécificités, lui déduire :

- de l'ordre de 2c€ liés au coût des licences UMTS ;
- environ 20% liés aux écarts de parts de marché en raison du nombre d'opérateurs ;
- environ 20% liés aux écarts de trafic par abonné ;

On obtient alors un niveau de terminaison d'appel de l'ordre de 4,5c€ ; ce niveau peut alors être rapproché du coût calculé à partir du modèle de l'ARCEP.